

travaux personnels, des aspects les plus pertinents de la mondialisation, nous donne / nous permet d'aborder le sujet dans notre discours d'aujourd'hui.

Nous partons, dans cette approche, d'une série de recherches à haut degré de généralisation, fondées sur une ample bibliographie nationale et internationale, tant du point de vue de l'évolution historique de la mondialisation, que de la géoéconomie de l'actuel ordre économique mondial.²

1. Préliminaires

(1) Le début du troisième millénaire ou, s'il fait peur, le début du XXI^e siècle nous confronte à des temps beaucoup plus dynamiques, mais aussi plus confus par les incertitudes conflictuelles développées par des antagonismes croissants. La chute de l'emblématique mur de Berlin, signification du passé d'un continent divisé par des intérêts politiques et idéologiques, et puis le retour à une Europe élargie aux valeurs de la démocratie, ont donné les espoirs d'une paix durable.

La démocratisation d'une partie de plus en plus grande de l'humanité, accompagnée par des modifications structurelles et de puissance économique, a constitué la dimension-clé de la globalisation de l'interaction des acteurs impliqués. *La globalisation est devenue la forme la plus récente de la mondialisation, englobant simultanément le politique, l'économique, la technologie, la culture, les communications et le savoir.*

La démocratisation, par l'expansion du modèle de l'économie de marché, et *l'émergence*, par la volonté de rattraper les décalages économiques, ont nourri ensemble, jusqu'à un certain moment, la perception d'un monde moins affecté par les convulsions des cycles économiques et politiques.

² *Remerciements pour le professeur Dr. Napoleon Pop, chercheur senior à l'Institut National de Recherches Economiques «Costin C. Kirilăscu» de l'Académie Roumaine, ami et collaborateur avec qui, ces dernières années, j'ai abordé – à l'Institut de l'Académie ou en dehors, dans des études personnelles – les thèmes chauds du géoéconomique global et européen. Un collègue plus jeune s'est joint à nous récemment, le Dr. Andrei Marius Diamescu, qui a apporté à notre équipe une vision plus fraîche du fonctionnement du monde et, en particulier, du «nouveau normal».*

Cependant, l'image d'un monde stable a été ébranlée (inattendu pour beaucoup d'entre nous, les économistes) par le déclenchement de la crise financière d'août 2008. L'assimilation de ses effets se fait encore ressentie, même si son intensité a diminué ou varie d'un continent à l'autre. Les questions concernant la cause de celle-ci restent encore sans réponse concluante, tout comme la crise financière du siècle passé (la Grande dépression) n'a pas de réponse convaincante après 80 ans de recherches. En fait, il s'agit de l'incapacité de tenir compte des leçons de l'histoire.

L'inefficacité du dosage des instruments traditionnels de politiques économiques et monétaires, leur force et leur conduite essaie d'être davantage expliquées par **le changement de paradigme**, effet majeur de la globalisation. Attribuée aux aspects sombres, voire pervers, la globalisation «s'enrichit» rapidement, en comprenant son vrai sens. **La valorisation des opportunités, chacun comme il pensait qu'il était juste, apporte toujours de nouveaux défis, considérés davantage comme des déchets de la globalisation, et non pas comme faisant partie de son essence.** Comment expliquer le fait que les bénéficiaires de la globalisation, interrompus par la crise financière (comme un grand avertissement!), ont mis en premier plan la nécessité d'une gestion prioritaire des risques systémiques et asymétriques? Comment expliquer une forte inclination vers toutes sortes d'institutions pour gérer *ex ante* un éventuel risque, avec la conviction que cela nous sauve de répéter certains épisodes de crise? Le renforcement des nouvelles institutions de gestion des crises, dans tous les domaines d'activité, soit comme partie d'un système décisionnel plus large, soit agissant en parallèle avec celui-ci, laissant le reste inchangé, pourrait-il être la solution pour le retour à un équilibre macroéconomique global et à une géopolitique perdue?

On a analysé le plus, sur la base de statistiques concluantes et comparables au niveau international, la manière de mesurer les effets économiques de la crise financière: la stagnation et la reprise de la croissance, la situation des facteurs de productivité, la taxation et la fiscalité, les déficits budgétaires et la dette publique et privée, l'instabilité

des systèmes bancaires nationaux et les nouveaux besoins de capital, le chômage (surtout parmi les jeunes), l'état des systèmes d'éducation et de santé, etc., en oubliant complètement le social et sa réaction au manque de performance gouvernementale dans le maintien du niveau de vie d'avant la crise financière. Seul le but unique du maintien du pouvoir a éveillé les dirigeants politiques à la réalité de la réaction sociale, à sa profonde agitation face à la perte des emplois et des revenus stables (à cause de la crise, mais aussi de la migration, devenue excessive pour des raisons autres que la libre circulation de la main d'œuvre), l'endettement excessif ressenti du jour au lendemain, mais surtout le manque de perspective des nouvelles générations. Celles-ci ont constaté qu'elles vivent plus mal que les générations passées et qu'elles ne peuvent plus offrir grand-chose à leurs enfants, en termes d'éducation ou de formation professionnelle, de nouvelles voies de différenciation sociale étant ouvertes. La compétition elle-même et le besoin de compétitivité des produits dans l'ère de la technologie ont lentement exclu les diplômés de l'enseignement secondaire, les heures de travail qui leur étaient offertes et, dans la même mesure, les salaires étant réduits.

Le contenu de la globalisation a commencé à être mieux compris par **l'économie comportementale**, par le rôle du social qui soutient la formation d'un gouvernement par voies démocratiques, en excluant presque complètement le social en ce qui concerne les «fruits» de celle-ci. La gouvernance, au sens le plus large, a besoin, outre **l'objet** (en règle générale, des promesses non tenues du facteur politique concernant la gestion des ressources limitées), **du sujet** aussi – L'HOMME – le seul créateur de valeur ajoutée, quelle que soit l'avancée de la technologie. Par économie comportementale, on a entendu que le paradigme sociétal ne vient pas de l'extérieur de l'action humaine, mais la représente. Elle est le reflet d'un modèle d'interaction humaine dicté par un ensemble de valeurs compatibles avec la manière dont elles sont perçues par les gens. L'ensemble des valeurs a été mis à la dérive par les politiciens et, par conséquent, la globalisation elle-même – en tant qu'expression du paradigme connu, qui inclut les marchés ouverts au maximum – est devenue, d'un moteur du progrès sociétal élargi au niveau planétaire, son

contraire. Ce que nous vivons c'est le retrait du niveau multinational et communautaire. Le retrait dans la coquille nationale ouverte, effet des bénéfices de la globalisation, a ramené à l'attention le problème et le rôle de l'Etat-nation dans la globalisation. La tentative de l'abolir rapidement, par le slogan de la solidarité créatrice de nouveaux déséquilibres structurellement distribués, a été perçue comme une atteinte à la sécurité de l'individu. Celui-ci s'est adressé à un nouveau politique, mais avec les conséquences d'un environnement sociétal – du point de vue politique et économique – complètement altéré par rapport aux valeurs dans lesquelles les générations passées par le feu des carnages d'un conflit pas trop lointain croyaient. Il semble qu'il y a un intérêt particulier pour que les nouvelles générations soient isolées même de leur histoire récente et inoculées uniquement avec la réalité du moment, celle d'un ordre permissif au-delà de la loi.

Selon l'opinion des analystes et des experts de tout genre, la globalisation, telle qu'elle a été comprise plus par ses bénéfices (capables d'assimiler les nouveaux défis, en les gérant avec les anciens outils), est arrivée à présent à un tournant.

La globalisation, par ses effets pervers, a en fait atteint la condition humaine dans ses aspects les plus sensibles, indépendamment de la description quantitative des iniquités et de leur dispersion planétaire. N'oublions pas que la réaction rapide du social gravement touché dans sa condition, ainsi que la prise à la volée de ses problèmes par les politiciens prêts à abandonner, ou à détruire l'ordre actuel par un nationalisme excessif, peuvent nous rappeler les leçons d'un passé récent, celui d'un XXe siècle extrêmement violent. Les promesses, plus anciennes et répétées, de revenir au citoyen en réinventant la gouvernance n'ont pas été accomplies, et ce que la globalisation nous offre c'est une peur noire, valable aussi bien pour le citoyen, que pour les politiciens. *La question fondamentale est: où va l'humanité avec une telle globalisation?*

Ceux qui avertissent sur la nécessité de nouveaux modèles comportementaux, au niveau de la décision politico-sociétale, restent inconnus pour le grand public, plus jeune, ou sont poussés à la

périphérie de la société, car ils font partie de la génération trop «conservatrice» du point de vue intellectuel, gardiens des valeurs morales pérennantes d'une société civilisée. Les élites sont amincies et marginalisées, parce qu'elles ne sont pas au gré des générations plus jeunes, trop pressées vers quelque chose qui leur est inconnu, mais qui peuvent facilement devenir captives justement de l'autoritarisme, du populisme et du nihilisme fanatique, qui peuvent avancer jusqu'à ce qu'un certain «conservatisme» du citoyen simple commence à se manifester avec vigueur et même avec violence. Le monde se détourne de la mauvaise voie, mais pas nécessairement sur la bonne voie, parce que les problèmes que nous avons évoqués peuvent annoncer une autre catastrophe, anéantissant tout ce qui a été difficilement édifié après la Seconde guerre mondiale.

Un symptôme de la réalité qui roule vers un chaos est la reconnaissance (seulement?) du fait que l'humanité a plus que jamais besoin d'une croissance économique mieux ciblée, c'est-à-dire socialement inclusive, que l'économie doit servir l'HOMME, dans les conditions où la conduite de la gouvernance renonce, il semble, tant à la prospérité pour tous au profit de certains, qu'au bon fonctionnement des institutions démocratiques ayant le rôle d'assurer la paix sociale et la paix dans le monde.

(2) La globalisation a été interprétée comme **un environnement des transformations sociétales**, dont les bénéfices vers l'ouverture et le rapprochement imposent une coopération et une coordination entre les chefs d'Etats et de gouvernements dans le cadre de la plupart des accords multilatéraux, des préoccupations dédiées à l'avenir de l'humanité: plus de croissance économique équitablement répartie, plus de soin pour les ressources de la planète et, notamment, pour son environnement naturel, beaucoup affecté par les activités économiques au sens le plus large. L'efficacité économique portée à son paroxysme, en termes de l'économie de marché, a épuisé les ressources primaires de toute sorte et a dissipé inégalement celles nouvellement créées: une concentration des profits dans les mains des actionnaires, contre des coûts de vie de plus en plus difficiles à supporter pour ceux employés.

Les critiques de la globalisation évoquent aujourd'hui exactement la perte de l'unité de ceux appelés, pour que les opportunités et les défis de la globalisation soient la chance de la plupart, dans l'esprit de l'idéal que la globalisation était attendue ou aurait dû servir: le progrès pour la condition humaine.

Le résultat? Une reconnaissance des limites que la DEMOCRATIE a atteintes dans la globalisation, à travers la globalisation elle-même. Sa matrice initialement claire, prometteuse, stimulante, avec la perspective d'une stabilité de la société humaine se trouvant dans une multiplication logarithmique préoccupante, bâtie sur le slogan de la Révolution française «Liberté, égalité, fraternité», a été souillée par des individus arrivés au pouvoir par le mécanisme démocratique, mais enclinés vers des tendances autocratiques, sous la masque d'un nationalisme social. Pour perpétuer leur pouvoir, ils ont même profité des piliers de l'Etat de droit, en leur donnant une interprétation personnelle de la défense des intérêts nationaux (l'Hongrie, la Pologne). Ce phénomène représente un danger absolument inquiétant en raison de la force rapide d'expansion, l'Europe devenant sa victime. Plus grave encore est qu'il inclut non seulement les nouvelles démocraties, mais aussi celles considérées consolidées, évoquées comme modèles.

La réaction? Elle n'est pas venue pour réparer les mauvaises choses, mais, en leur nom et en appuyant sur la pédale du nationalisme, a conduit aux «dissidences» déjà institutionnalisées par des partis nationalistes et xénophobes. Ils sont contre la tendance de la globalisation dans ce qu'elle représente du bon: un dénominateur commun pour la sauvegarde de la société humaine, pour être stabilisée devant aux nouveaux défis et opportunités offerts par la quatrième révolution industrielle (conscientisée au Forum économique de Davos, édition 2016). Il est attendu que le progrès technologique, la croissance démographique, la reconfiguration des puissances économiques, *la nécessité d'un nouvel équilibre de pouvoir conduisent à la configuration d'un nouvel ordre international*, basé cependant sur les «gains» de gestion du pouvoir et des valeurs humaines

établies depuis la Paix de Westphalie, la Révolution française ou la Déclaration d'Helsinki.

Nous pensons que le rouleau de la globalisation – à cause du manque de pouvoir d'abstraction et de compréhension plus profondes, dans le contexte d'une entropie sociétale marquée par ce qui devraient être (devenir) le national, la souveraineté et l'indépendance, le rapport Etat-marché, la réglementation communautaire versus l'inertie nationale, etc. – n'a pas été suffisamment évalué sur le plan structurel. Le blocage des vases communicants, entre les paliers les plus divers de la globalisation, a fait remonter à la surface la fracture brutale entre l'efficacité supposée du modèle de la globalisation et la nécessité de protection de chaque nation devant les problèmes sociaux créés par la globalisation à l'intérieur du national.

Le problème n'est pas rhétorique, parce que ce que chaque vase communicant représente dans le modèle de la globalisation est, en fait, la représentation d'une action humaine sous l'empire d'une volonté politique forte. *La globalisation ne vient pas de nulle part*, elle a été déclenchée par les gens à travers la révolution sans précédent dans la technologie des communications. Grâce à celle-ci, on a réussi la plus large diffusion des informations, difficile à censurer jusqu'à un certain point et à laquelle de grandes populations, longtemps et excessivement isolées, ont eu accès, avec un minimum de ressources. On retrouve ainsi *un premier objectif de la globalisation*, celui **des unions au niveau d'individus**, qui, sur la base d'informations, peuvent partager des idéaux communs. Le monopole de l'Etat-nation visant la communication entre les citoyens de la planète a été aboli. Il faut noter que la globalisation elle-même, dans ses dimensions économiques et politiques, est arrivée à déterminer les mêmes citoyens à demander d'être protégés par l'Etat-nation.

Dans *le cas de l'Union Européenne*, elle-même une forme de globalisation, l'énergie des individus, au lieu d'être coordonnée et orientée vers des solutions négociées pour redéfinir le rapport national-communautaire dans la globalisation, a explosé en nationalisme, radicalisme, xénophobie, options individuelles qu'on croyait disparues.

Tant l'intégration européenne, que la globalisation sont dans l'impasse à cause de ce qui se passe à Bruxelles et à Washington. On ne peut pas ignorer les «**intégrateurs**» **mondiaux**, auxquels on ajoute maintenant la Russie et la Chine, mais leur agenda visible n'offre pas encore au monde un avenir tranquille. Les recherches de «représentativité» de leurs intérêts, possibles à les projetés avec les nouvelles ressources disponibles par la globalisation, signifient beaucoup plus que les règlements politiques internes et géopolitiques externes traditionnels, mais qui peuvent ils aussi donner des frissons. N'oublions jamais que les frissons viennent de l'intérieur de la société, des individus qui la composent, qui ont droit aux manifestations, aux bons et mauvais comportements envers quelque chose encore difficile à définir, et le mécanisme démocratique a encore le pouvoir de discerner.

Pour la jeune génération, il faut dire que le projet de l'Union Européenne a été la plus profonde leçon apprise par les Européens, après les plus sanglantes conflagrations mondiales du XXe siècle. Les témoins ont disparu biologiquement, et les jeunes générations considèrent que tout ce qu'elles ont ou de ce que disposent a toujours existé! La précipitation de la jeune génération vers une nouvelle dimension est évidente, mais le politique n'a pu la livrer ni au niveau national, ni au niveau communautaire, même après avoir posé les briques institutionnelles de la nouvelle étape.

En Europe, jusque récemment divisée idéologiquement, la réunification et le rétablissement sur les mêmes bases démocratiques (plus facile *de jure*, plus difficile *de facto*) continuent à être un processus en retard, par rapport à la culture informationnelle des nouvelles générations, en particulier, et de l'électorat dans son ensemble, en général. Toutes les carences, qui peuvent se transformer en frustrations, se retrouvent dans la manière d'action des décideurs de Bruxelles, trop nombreux nommés et trop peu légitimés par des élections. Il faut voir qu'au-delà de l'Union et de son progrès dans les domaines des compétences, des spécialisations et des expertises dans la fourniture de biens, de services et d'utilités publiques de toute nature, il y a une matrice fondamentale de valeurs

morales immuables. Seuls les temps et les dirigeants ont essayé de les oublier; nous avons des exemples de retour, comme la Renaissance, sans oublier qu'elle a été le produit des esprits éclairés, à la joie de tous.

2. Une évaluation de l'étape actuelle de la globalisation

2.1. Quelques aspects généraux. Dans notre interprétation, nous partons d'une définition de la globalisation consacrée depuis 2006, même si elle ne donne pas une image claire de ses conséquences sociales, qui sont tardivement devenues perceptibles: «*La globalisation est un processus dynamique de libéralisation, d'ouverture et d'intégration internationale sur un large éventail de marchés, du travail aux biens et des services aux capitaux et à la technologie*»³. Une définition, en fait, des bonnes promesses de la globalisation, en termes de mécanismes capables de donner une nouvelle dynamique à la coopération internationale et, surtout, à la multiplication des acteurs actifs, avec des contributions significatives à l'économie globale.

Une fois que l'on est arrivé à voir le côté obscur de la globalisation⁴, il faut encore attendre pour pouvoir détacher, avec la précision d'un chercheur avisé, les iniquités produites dans un espace aussi grand que la planète. Les règles de la libéralisation ont été assimilées presque par tous les Etats actifs, contributeurs et dynamiques dans le processus de globalisation.

La définition complète du processus de la globalisation aura besoin peut-être des décennies, mais sa petite histoire, s'étendant pratiquement sur les trente dernières années, relève au moins trois choses ou aspects à souligner.

Le premier aspect: la globalisation n'est pas la continuation de l'internationalisation (l'ONU) ou de la mondialisation (l'OMC), parce

³ De la Dehesa, Guillermo, 2006, *Winners and Losers in Globalization*, Wiley-Blackwell, p. 1.

⁴ Sur lequel j'ai écrit et détaillé plusieurs fois, lors des rencontres académiques importantes, comme le séminaire européen «Penser l'Europe» (FNSA – Académie roumaine, septembre 2016) ou la XIe session de l'Académie royale espagnole de sciences économiques et financières (RACEF, Barcelone, novembre 2016).